



Le karoshi, la mort par surmenage au travail, est reconnu comme maladie professionnelle depuis 1970. LUCAS VALLECILLOS/ALARMY STOCK PHOTO

Le capital japonais envoie ses travailleurs à l'abattoir

ASIE Le phénomène du karoshi, la mort ou le suicide dus à l'excès de travail, touche de plus en plus de personnes. Les familles endeuillées peinent à le prouver, alors que les syndicats dénoncent les attaques de l'administration de Sanae Takaichi contre le Code du travail.

La fameuse « culture du travail » japonaise est tellement forte qu'on doit inventer des mots pour la décrire. Il y a la nomikai, l'obligation d'aller boire des coups avec le supérieur après le boulot ; les hikikomori, ces personnes désœuvrées qui s'isolent plusieurs mois chez elles, parfois jusqu'à la mort... Et le karoshi, la mort par surmenage au travail, reconnue comme maladie professionnelle depuis 1970. Plus d'un demi-siècle plus tard, elle continue de briser des familles. Selon le rapport

annuel du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, en 2025, 518 dossiers de demande d'indemnisation ont été déposés par les familles des 303 travailleurs tués par le surmenage au travail (karoshi) et des 215 suicidés par surmenage (karojisatsu). La plupart de ces drames surviennent après des complications – voire la survenue de maladies – cérébrales ou cardiaques.

Mais comme si le deuil ne suffisait pas, c'est aux proches de prouver la cause de la mort des leurs, présumés menteurs par l'administration. L'année dernière, seules

145 familles ont effectivement été indemnisées. Soit un taux de « certification » par les services gouvernementaux de 28,4 % pour les morts et de 35,8 % pour les suicides. Ce qui explique que de nombreux foyers rechignent à faire la demande, sans compter les travailleuses et travailleurs morts isolés. Le libéralisme des gouvernements successifs est toujours plus échelonné, afin que la croissance de l'archipel demeure stable malgré sa crise démographique aiguë : le Japon est l'un des pays faisant le moins d'enfants au monde – 1,2 par femme en 2025.

Ainsi, le nombre de personnes tuées ou suicidées après un burn-out est en constante augmentation. En 2021, les dossiers de demande d'indemnisation pour les victimes de karoshi ou de karojisatsu n'étaient que de 344 ; et seulement 157 entre 2005 et 2007. Et la tendance ne risque pas de s'inverser. Après Shinzo Abe, Fumio Kishida et Shigeru Ishiba, tous issus du Parti libéral-démocrate (PLD, droite), la première ministre nationaliste Sanae Takaichi a pris le relais. « Ma mission est de rendre l'archipel japonais fort et prospère », affirmait-elle au Point fin juillet. Et d'avouer s'efforcer « dans (s)on action politique comme dans (s)es fonctions de première ministre de (s)e rapprocher de Margaret Thatcher, ne serait-ce qu'un peu ».

DES GRÈVES PRÉVUES POUR LE PRINTEMPS PROCHAIN

Parmi les mesures promises par la dirigeante au capital nippon, il y a l'expansion du « travail à la discrétion », ce système qui autorise les entreprises de certains secteurs à ne payer que les heures convenues dans le contrat, qu'importe le temps passé au bureau. Mais aussi la possibilité pour les patrons d'ajuster chaque semaine les heures de travail de leurs employés, « selon les fluctuations du marché ». Autant de moyens de précariser encore les foyers de l'archipel, victimes d'une forte inflation ces dernières années et d'un coût de la vie, des denrées alimentaires notamment, de plus en plus élevé.

Lors de sa 33^e convention fin juillet, l'union nationale des syndicats Zenroren a déjà annoncé des grèves pour le printemps prochain, si les négociations annuelles pour l'augmentation des salaires n'étaient pas satisfaisantes. L'organisation exige « 1 700 yens horaires de salaire minimum », soit environ 9,40 euros, contre 1 121 yens en moyenne aujourd'hui (6,15 euros). « Une fois la tuile en main, on ne la lâche plus », a lancé le président de la Zenroren, Masaomi Akiyama en référence au mah-jong et aux hausses successives des salaires arrachées ces dernières années. Il a également mis en garde sur les mesures antisociales concernant les heures supplémentaires.

Zenroren promet aussi des mobilisations pour toute tentative de réécriture de la Constitution japonaise, qui interdit entre autres la force pour régler les conflits. En cause, la « stratégie pour la croissance japonaise », un paquet de lois voté par la Diète – le Parlement japonais – le 21 juillet. Il consacre notamment 370 000 milliards de yens (plus de 2 000 milliards d'euros) jusqu'en 2040 pour des partenariats public-privé. Notamment dans la défense, qui mobilisera 3,5 % du PIB du pays, comme promis à Donald Trump par Sanae Takaichi avant son élection. Cette stratégie « ne peut être décrite que comme une politique de ruine nationale, tonne le Parti communiste japonais. Il faut se rappeler que le Japon a touché le fond dans le passé en mobilisant tout son pouvoir économique pour des guerres d'agression ».

AXEL NODINOT